

Mi-mandat d'Aliot

Mais où va la ville de Perpignan...

Le 28 juin 2020, le vice-président du Rassemblement national, Louis Aliot, remportait les élections municipales de Perpignan.

A mi-mandat, non seulement les promesses n'ont pas été tenues, mais la ville demeure sans projet et la municipalité en place se déchire. A.G.

Grosse fatigue à la ville. C'est ce que l'on perçoit après trois ans de mandat de Louis Aliot, vice-président du RN, à Perpignan. Dernière illustration de cela, la démission abrupte de la conseillère municipale Charlotte Caillez, qui explique son départ dans un communiqué « après avoir constaté que le fonctionnement de la mairie était aux mains d'une cour de favoris, mettant les autres élus à l'écart. » Un épisode parmi d'autres qui ont marqué un mi-mandat fait pour l'essentiel dans la continuité de l'équipe du maire précédent, Jean-Marc Pujol. Le constat général est que rien n'est fait dans la ville, aucun projet, aucune vision. De fait les seules réalisations conduites sont celles lancées par l'ancienne municipalité. Quant à définir les nouveaux projets on peine un peu.

Valse des directeurs

Un des premiers marqueurs de la cacophonie à la tête de la ville dénoncée entre autres par Charlotte Caillez tient à la valse des directeurs. Le premier directeur de cabinet, Stéphane Babey, débauché au Conseil départemental, sera débarqué brutalement par Louis Aliot en août 2022, après deux ans de service, pour selon le maire « une perte de confiance ». Il sera remplacé en octobre par Frédéric Bort, un ancien directeur de cabinet de Georges Frêche à Montpellier et à la Région, qui a viré à l'extrême droite. Bort n'aura pas tenu un an. Il aurait été viré par un simple SMS en juin dernier et se trouve désormais en arrêt maladie. A priori, l'épouse de Loulou, Véronique Aliot-Lopez ne le supportait pas.

Le directeur de la communication, un ancien journaliste du magazine

d'extrême-droite, « Valeurs actuelles », Arnaud Folch, choisi par Louis Aliot après son élection a disparu depuis plus d'un an. Le poste de directeur de communication est toujours vacant et c'est Véronique Aliot qui assure l'Intérim.

La directrice des services techniques, recrutée après l'élection, s'est mise rapidement en maladie, une absence qui s'est prolongée près de deux ans. A priori, la dame est partie il y a quelques mois, remplacée pour l'instant par un directeur adjoint des services.

La directrice adjointe des services, Sylvie Simon a quitté la mairie en avril 2023, pour une « pause professionnelle ». Elle n'est toujours pas remplacée.

A la direction du Théâtre de l'Archipel, le compromis avancé avec l'Etat, avec Christophe Pommez comme directeur général et Jackie Surjus-Collet comme directrice déléguée générale, n'a finalement pas été suivi, la ville poussant à l'élection de l'ancienne directrice adjointe, Jackie Surjus-Collet, dont le mari rédige par ailleurs depuis des années les programmes de l'Archipel. Cette désignation aurait pu faire perdre au Théâtre, le label de scène nationale. Le ministère de la Culture a finalement confirmé la semaine dernière, après enquête de l'Inspection générale des affaires culturelles (IGAC), Jackie Surjus-Collet, tout en conditionnant cette nomination, « au regard des inquiétudes et des difficultés qui affectent depuis longtemps le fonctionnement de la scène nationale » à « la poursuite d'un dispositif d'accompagnement de la direction pour une période d'au moins douze mois. »

La directrice de la rénovation urbaine, Sandrine Torredemer a elle aussi quitté son poste depuis plusieurs mois. Le directeur de la Police municipale, Philippe Rouch,



La gestion de la ville et les chicayas au sein de l'équipe municipale semblent avoir lassé Louis Aliot.

pourrait également, un peu lassé, quitter le navire, selon quelques indiscretions.

Le directeur de la culture, Denis Granier-Saenz aurait lui aussi sauté le pas en indiquant qu'il démissionnait en juillet. Louis Aliot aurait refusé sa démission et le maintiendrait à son poste jusqu'à la fin de l'année.

Une valse des chefs de service qui serait liée aux interventions d'André Bonet et de Véronique Aliot, comme le laisse entendre Charlotte Caillez. « Les élus veulent prendre la place des techniciens, André Bonet, adjoint à la culture, se mêle de la com, de la proximité. Certains élus veulent remplacer les directeurs » témoigne un représentant

syndical. D'où un certain malaise au sein des personnels. « Beaucoup de directeurs, des cadres de l'ancienne équipe, sont partis. Les employés de la ville pensaient que cela allait changer, le clientélisme, le favoritisme. Mais rien n'a changé. Le système est resté. Il y a beaucoup de favoritisme. Des personnes en maladie depuis des années ont obtenu des avancements. Pour certains, il y a une meilleure organisation. Mais en général, tout le monde est dépit. Il y a beaucoup de com, mais rien de concret. On me fait remonter beaucoup de conflits en interne, des responsables qui ne sont pas au niveau, une tension qui monte. Il y a beaucoup d'écœurement, beaucoup de demandes de changement de poste. Beaucoup d'absences aussi, pas ou peu de dialogue social. Le Directeur général des services, Philippe Mocellin, ne résout rien. » Illustration de cela, avec les policiers de nuit à qui la majorité en place avait promis des primes qu'ils n'ont pas eues. Toujours selon le responsable syndical, « il y avait deux équipes de nuit au départ. L'une d'elles composée de sept agents qui ont tous quitté le service de nuit à cause du défaut de primes et cinq d'entre eux ont même quitté la police municipale. »

dans le groupe d'Opposition. Roger Tallagrand, ancien gendarme élu sur la liste d'Aliot, s'en est écarté préférant être pointé seul dans un groupe des non-inscrits à la mairie de Perpignan. Le vice-président du RN a cependant récupéré deux colistiers de Jean-Marc Pujol, Jean-Luc Antoniazzi, et Jean Casagran, « appâtés » pour prendre le terme de l'Indépendant par les promesses d'Aliot. Une arrivée qui n'a pas calmé les rivalités entre élus. En témoigne la candidature aux futures sénatoriales de Marie Bach la 2^e adjointe qui va affronter le candidat déclaré du RN, Charles Pons, le premier adjoint. Selon Bruno Nougayrède, un élu d'opposition bien à l'écoute des dérives de la ville, « lors d'une récente réunion, des élus de la majorité racontent que, Louis Aliot, excédé, a fini par dire "je vais me barrer." »

Ambiance...

Selon le même opposant, « Louis Aliot ne montre aucune autorité sur son équipe, ne travaille pas et ne connaît pas les dossiers. Il n'y a aucun projet structurant sur la ville. » Aliot a ainsi communiqué sur la transformation de l'entrée de ville au nord. La pénétrante est gérée par le Conseil départemental qui n'a aucune information sur ce projet et n'a reçu aucun dossier. Pas plus de remontée sur le futur centre de formation de l'USAP au Moulin à Vent. Le projet de restauration et de remise en activité de la rue des Augustins avec des antiquaires et des brocanteurs n'est pas compris par les professionnels qui n'entendent pas venir s'installer dans une artère peu accessible. Un élu au Conseil communautaire qui se plaignait du manque de soutien de l'agglo est resté coi après

Bataille contre les associations

Depuis son élection, la majorité d'extrême droite à la mairie de Perpignan, livre une bataille sournoise et larvée à quelques associations qu'elle trouve un peu trop indépendantes à son goût.

Cela a été le cas pour l'association d'école Catalane, la Bressola. Celle-ci a fait savoir qu'elle entendait racheter le couvent Sainte-Claire et avait obtenu l'aval du premier adjoint de la ville Charles Pons en avril 2021 qui avait confirmé que la ville n'avait pas de projet sur cet immeuble. Mais en septembre 2021 la ville fait préemption. La juridiction administrative est saisie et annule par deux fois la demande de préemption de la municipalité. Mais la mairie prive la Bressola de la subvention habituelle de 60 000 € pour la prise en charge de la cantine et la garderie. La disparition du titre de la ville « La Catalane », n'est pas le seul coup porté par la municipalité d'Aliot à la langue, à l'identité et la culture locale. Pyrénéon, la salle de concerts et de spectacles ouverte intelligemment à la production locale fait aussi les frais de la surveillance étroite de la mairie, les concerts y sont interdits à cause du bruit alors que les premières habitations se trouvent à plus de 400 mètres. L'Atelier d'urbanisme, un organisme public qui travaillait depuis des années à la cohérence des projets urbains a été chassé abruptement de ses locaux le 15 décembre dernier. Enfin l'association du Foyer Laïque du Haut-Vernet, une institution créée en 1958, qui a amené au sport et au rugby en particulier des milliers d'enfants du Vernet, n'a pu que constater la semaine dernière qu'elle allait être privée de la subvention de 40 000 € qu'elle recevait habituellement pour son fonctionnement. Trop ouverte et trop engagée pour l'insertion des jeunes au goût de la mairie certainement qui a préféré soutenir une toute nouvelle association « Ovalie Citoyen », plus facilement contrôlable certainement.



Secousses dans la majorité

Des secousses agitent aussi la majorité. Depuis le début de son mandat, Louis Aliot a dû faire face à la défection de quelques élus, Bernard Réyes a quitté la majorité pour l'opposition, Charlotte Calliez, on l'a vu, vient de démissionner. En fin d'année, Catherine Pujol, suppléante d'Aliot lorsque celui-ci était député, et qui a pris alors son poste de parlementaire lorsqu'il a été élu à Perpignan, discutait de son intégration

s'être entendu répondre « *mais sur quel dossier ?* »

La ville continue à perdre ses commerces. Louis Aliot avait désigné un médiateur de centre-ville, plutôt discret ces temps derniers. Selon une étude que ce médiateur aurait réalisée plus de 19 % des locaux commerciaux sont vacants. Il y en avait 16 % dix ans plus tôt. Le problème du parking n'est pas traité ou mal. La gratuité des parkings de surface le samedi fait que les habitants de Perpignan se garent près de chez eux le vendredi soir et bloquent les places pour les éventuels visiteurs. Des visiteurs qui se font rares. Le marché de la place de la République est pratiquement mort, celui de la place Cassanyes en déshérence. Le départ de la FNAC des Dames de France, une belle enseigne marquante à l'entrée de ville, disparu sans réaction de la municipalité précédente, a laissé le bâtiment en friche. Les commerces l'ont pratiquement quitté. Seuls, l'École 42 et un opticien occupent désormais les locaux.

En termes de mobilité, Louis Aliot suit le travail de Jean-Marc Pujol : rien n'est fait. La politique par étapes de couloir propre aux bus lancé par Jean-Paul Alduy a été abandonnée par ses successeurs sans autre palliatif. Perpignan est une des dernières en France selon le Baromètre des « villes les plus cyclables » de France.

La sécurité n'y est pas

Sur l'un des axes de campagne de Louis Aliot à Perpignan la sécurité, beaucoup de communication a été faite. Avec en particulier l'ouverture des postes de police, des structures qui ne fonctionnent pas réellement, ne sont ouvertes que quelques heures dans la journée et jamais au moment où le sentiment d'insécurité est le plus important, le soir et la nuit. De fait, les chiffres du ministère de l'Intérieur qui pointe une montée des violences à Perpignan témoignent de cet échec, échec dont Louis Aliot a convenu lors du conseil Municipal du 10 mai 2023 « *Les chiffres ne sont pas ceux que l'on espérait* » Selon les données du



Les batailles entre les élus de la majorité, les interventions de certains dans les services, créent des tensions et des incompréhensions y compris chez des employés municipaux.

ministère, les violences, - coups et blessures volontaires - atteignent en 2022 un taux par habitant de 11,1 % ; les destructions ou dégradations volontaires, un taux de 16,9 %. Le nombre de vols a augmenté de 26,6 % sur un an dans la ville. Selon des baromètres établis par les médias, Perpignan se classe parmi les villes subissant le plus de crimes et de délits par habitant, soit la 349^e ville la plus sûre de France.

Propreté, mieux devant l'Hôtel de ville

En matière de propreté, il y a du mieux au cœur de ville, une évolution liée en bonne partie au remplacement il y a quelques années des poubelles individuelles par des bornes collectives. « *La propreté s'est améliorée devant l'hôtel de ville, convient Bruno Nougayrède, mais ailleurs, ce n'est guère mieux ou bien pire : mauvaises herbes et tags fleurissent. On observe beaucoup de SDF également au centre-ville. Selon l'adjoint au service propreté, son service compterait aujourd'hui 20 agents de moins* ». La culture, est un domaine qui passionne le maire. D'ailleurs lors des présentations des festivités de l'été, il n'est même pas venu, c'est André Bonet et Véronique Aliot qui ont présenté le

projet. La fuite sur l'arrivée des Déferlantes organisée par des proches du maire a conduit, après ce loupé, la ville à organiser un festival « Le festival des ânes têtus » qui a fait sur le parking des expositions un flop considérable. Le copinage fonctionne ici à plein. Les associations qui ne sont pas soumises voient leur subvention réduite ou disparaître.

Louis Aliot semble en souffrance à la tête de la ville. Il a lancé il y a quinze jours un sondage à mi-mandat pour connaître l'état de l'opinion, un sondage d'un coût de 40 000 €, quand même. Signe qu'il s'interroge.

Un scénario est envisageable : les prochaines élections européennes lui permettront peut-être d'obtenir un siège - et une sinécure - au Parlement européen de Strasbourg et d'abandonner la ville de Perpignan à Charles Pons ou André Bonet. Une hypothèse qui pourrait avoir l'aval des instances nationales du parti d'extrême droite.

Celles-ci ont été informées certainement par Frédéric Bort des dysfonctionnements de la ville et des risques d'échec très probables en fin de mandat. Le glissement d'Aliot à l'Europe et la prise en charge par la ville d'un élu non encarté RN permettrait peut-être au parti de Marine de sauver les apparences, sur le plan médiatique du moins. Allez, plus qu'un an alors.

Logement

Malgré les 15,6 % de logements vacants, l'urbanisation se poursuit

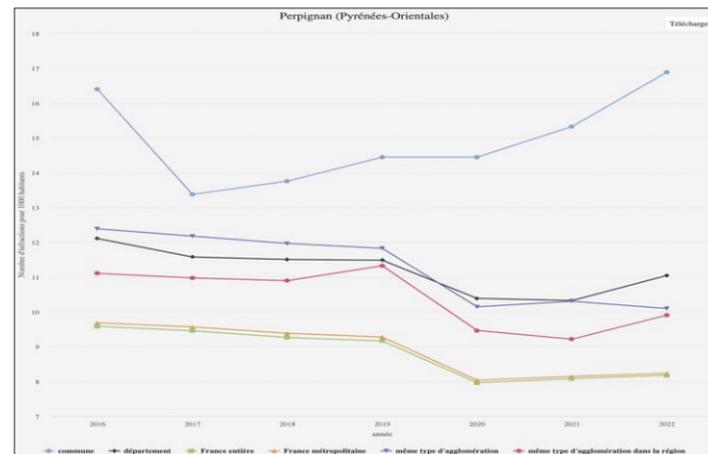
La nouvelle majorité n'y a rien fait : le taux de logements vacants à Perpignan demeure à un niveau très élevé 15,6 % selon les chiffres de l'Insee, soit 10 175 logements quand même pour la ville. Malgré cela, la mairie a décidé de continuer à urbaniser où de laisser urbaniser de manière parfois très singulière comme cela est visible actuellement sur l'ancien espace arboré des Arcades, derrière le collège Mme de Sévigné. Un bel espace préservé de construction jusque-là que certains espéraient voir se transformer en nouveau poumon vert, en nouveau parc touchant le magnifique aqueduc historique et qui aurait pu faire au Sud de la ville le pendant du Parc Sant-Vicens réalisé par Jean-Paul Alduy à l'Est. Cela, les Perpignonnais ne le verront désormais jamais.



Au bord du magnifique aqueduc des Arcades la construction des nouveaux lotissements va bon train. L'idée d'un beau parc qui fasse pendant à celui de Sant Vicens a vécu.

Sécurité

Perpignan, toujours parmi les villes les moins sûres de France



Le nombre de dégradations et destructions volontaires a augmenté fortement à Perpignan alors que l'évolution est très faible au niveau national.

Trois ans après l'arrivée du RN à la tête de Perpignan, la ville ne brille toujours pas en matière de sécurité. Elle se classe seulement au 349^e rang des villes en la matière et apparaît comme une des villes subissant le plus de crimes et délits par habitant.

En 2022 selon les chiffres du ministère de l'Intérieur

- 1 309 cas de « coups et blessures volontaires » soit un taux de 11,1 pour 1 000 habitants avaient été constatés.
- 1 992 faits de destructions et dégradations volontaires enregistrés soit 16,9 pour 1 000.
- 1 571 vols concernant les véhicules avaient été déclarés, soit 4,3 par jour en moyenne.



La création et l'affichage de poste de police n'ont pas d'effets réels sur la sécurité. « *Ce qu'ils font, analyse un représentant syndical, c'est juste communiquer et travailler sur le sentiment d'insécurité, pas sur la sécurité.* »



La ville a commandé quatre grandes corolles pour ombrager la place de la République. Après coup, on s'est aperçu que celle-ci ne pouvait pas supporter le poids de ces structures. Il a fallu essayer de les ranger ailleurs, place de la Victoire et au couvent des minimes. Coût de la plaisanterie 80 000 €.



Plus de 19 % des locaux commerciaux de la ville sont aujourd'hui vacants Selon l'Institut pour la Ville, le taux moyen dans les villes de France serait passé à 12,1 % en 2021 à 11,2 % en 2022. A Perpignan, on en est loin.